

IV. — TUNISIE

L'année 1978 — deuxième année du plan du « décollage économique » 1977-1981 — a commencé sous le signe de l'incertitude. D'abord, incertitudes quant aux conditions climatiques qui ont été, en fin de compte, moins défavorables que prévu et ont permis à l'agriculture tunisienne de dégager une valeur ajoutée légèrement supérieure à celle de ... 1975.

Ensuite, incertitudes quant à l'environnement international. La persistance de la crise économique chez les principaux partenaires économiques de la Tunisie s'est traduite par des difficultés d'écoulement au niveau des principaux produits d'exportation, la détérioration des termes de l'échange et l'aggravation du déficit des échanges extérieurs...

Enfin, et non des moindres, incertitudes quant au climat socio-politique. Au début de l'année 1978, la Tunisie indépendante a en effet, vécu l'une des plus graves crises sociales de son histoire, crise qui a singulièrement compromis l'activité économique et financière pendant la première moitié de l'année.

« Malgré ces obstacles, des résultats, dans l'ensemble positifs, ont pu être enregistrés » (*), notamment une croissance réelle du produit intérieur brut de l'ordre de 9 % obtenue grâce à un « rattrapage » de l'agriculture, à la bonne tenue du secteur du bâtiment et aux... dépenses publiques. Elle a été obtenue au prix d'un endettement extérieur accru, et d'un « élargissement » du déficit avec l'extérieur. Elle n'a permis cependant d'offrir que 44 000 emplois alors que la demande effective s'est établie à 57 000.

I. — LA PRODUCTION

A. EVOLUTION GLOBALE DE LA PRODUCTION.

Après l'essoufflement constaté dans la croissance de la production intérieure brute (aux coûts des facteurs), celle-ci est passée de 1 823 millions de dinars en 1977 à 2 072 MD en 1978. En dinars constants l'augmentation a été

* Cf. *Budget économique de l'année 1979*. Ministère du Plan, Tunis.

de + 7,9 %. Cette évolution globale est la résultante de différentes évolutions sectorielles. Le tableau ci-dessous en donne le détail.

TABLEAU 1

Structure (en dinars courants) et variation annuelle (en dinars courants) du PIB et des valeurs ajoutées des principales branches (a)

	Structure	Taux de croissance	
	1978	1977/76	1978/77
1 - Agriculture	18,1	- 8,9	+ 6,7
2 - Industrie	31,0	+ 7,5	+ 9,3
2.1. IAA (b)	3,2	- 12,2	+ 13,9
2.2. Hydrocarbures	6,5	+ 11,6	+ 11,1
2.3. Textiles	2,6	+ 10,1	0,0
2.4. BTP (c)	10,5	+ 10,5	+ 9,6
3 - Services	50,9	+ 3,9	+ 7,2
3.1. Tourisme	4,0	- 8,1	+ 4,6
3.2. Commerce	21,1	+ 3,1	+ 6,7
3.3. Services Administratifs	14,5	+ 13,7	+ 10,1
4 - PIB (d)	100	+ 3,5	+ 7,9

(a) Dinars constants de 1972.

(b) Industries agricoles et alimentaires.

(c) Bâtiment et travaux publics.

(d) Produit intérieur brut aux coûts des facteurs.

Au vu de ce tableau, il apparaît que le secteur agricole, après avoir connu une régression en 1977 (- 8,9 %), a enregistré un taux de croissance appréciable (+ 6,7 %). Le taux de croissance du secteur industriel a connu aussi une nette amélioration (+ 9,3 %) et ceci grâce aux industries agricoles et alimentaires (+ 13,9 %) et aux hydrocarbures (+ 11,1 %). Par contre le secteur textile a connu un taux de croissance nul.

Ce résultat est la conséquence des mesures prises par la CEE pour limiter les importations de textiles des pays en voie de développement. Quant au secteur des services, le taux de croissance enregistré est de + 7,2 % en nette amélioration par rapport aux taux de croissance 76/77 et ceci grâce au secteur touristique qui a connu un taux de croissance de + 4,6 %.

B. LA PRODUCTION AGRICOLE.

Le déficit pluviométrique enregistré au début de l'année a compromis dans une certaine mesure les grandes cultures. Mais les précipitations abondantes intervenues au printemps 1978 et qui avaient arrosé la plupart des régions du pays ont favorisé un redressement de la situation. La performance globale enregistrée par le secteur agricole (+ 6,7 %) doit être tempérée par le fait que l'année 1977 a été une année particulièrement mauvaise.

En effet bien que la production agricole ait connu une nette amélioration, la balance commerciale des produits alimentaires reste déficitaire et cette situation s'est quelque peu aggravée en 1978.

Le tableau 2 retrace l'évolution des principales productions agricoles tunisiennes au cours de la période 1973-1978.

TABLEAU 2
Evolution des principales productions agricoles (a)

	Moyenne 1973/1976	1976	1977	1978
Céréales	1 095	1 150	746	906
Huile d'olive	124	180	90	136
Agrumes	119	163	160	220
Alfa	63	64	75	48

(a) En milliers de tonnes.

Cette production reste caractérisée par une évolution en dents de scie caractéristique d'une agriculture essentiellement extensive c'est-à-dire sujette aux aléas de la climatologie et à l'aspect saisonnier de certaines cultures. Bien que l'année 1978 ait enregistré des résultats meilleurs que l'année 1977, ceux-ci restent en deçà de ceux de l'année 1976.

1. La céréaliculture.

La céréaliculture s'est sensiblement améliorée : + 9,0 millions de quintaux pour les principales spéculations contre 6,9 MQ en 1977 soit une augmentation de l'ordre de 30 %. Cependant ce résultat est en retrait par rapport aux années 1974 (10,9 MQ), 1975 (12,5 MQ) et 1976 (11,5 MQ). Les emblavures ont connu une légère amélioration.

Les rendements sont passés de 4,8 à 6,1 quintaux à l'hectare pour les trois cultures : blé dur, blé tendre et orge.

TABLEAU 3
La production des céréales

Cultures	1972*	1975	1976	1977	1978
Blé dur (a)	6,5	7,9	7,0	4,8	5,7
Blé tendre (a)	2,6	1,5	1,8	0,9	1,5
Orge (a)	2,4	3,1	2,7	1,0	1,8
Total	11,5	12,5	11,5	6,9	9,0
Emblavures (b)	1 510	1 450	1 630	1 420	1 472
Rendements (c)	7,6	8,6	7,1	4,8	6,1

(a) en milliers de quintaux.

(b) en 1 000 hectares.

(c) en quintaux à l'hectare.

* L'année 1972 a été une année exceptionnelle.

2. *L'arboriculture.*

Les résultats de l'arboriculture ont été très variables selon les espèces. Dans l'ensemble la production est supérieure à celle enregistrée en 1977 et ce principalement sous l'effet de la production d'olives (+ 47 %) des agrumes (+ 25 %), des amandes (+ 15 %) et les dattes (+ 36 %).

Par contre le vignoble, affecté par les excès de chaleur de juillet et du début août, a connu une baisse de l'ordre de — 36 %.

3. *Le secteur animal.*

Le secteur animal a été caractérisé par une augmentation des abattages d'ovins et de bovins et autres catégories d'animaux tels que les caprins et les camélidés.

La recrudescence des abattages conjugués avec la poursuite de la chute des importations (— 26 % en 1977, — 45 % en 1978) s'est faite au prix d'une ponction sur le cheptel qui régresse de — 8 % pour les brebis. Elle n'a pas permis cependant d'augmenter la quantité de viande (ovins et bovins) livrée à la consommation : — 0,4 %. Cette situation s'explique par le fait que les abattages ont concerné essentiellement des espèces jeunes donc de poids faible.

Le secteur a souffert en effet, durant l'année 1978 d'une insuffisance de la production fourragère et d'un rétrécissement des parcours consécutifs à de mauvaises conditions climatiques. Seule l'aviculture essentiellement moderne continue de se développer à un rythme soutenu : la production ayant plus que triplé depuis 1970.

4. *Les autres produits de l'agriculture.*

Fortement affectées par les vagues de chaleur survenues en juillet-août 1978 et dont les effets ont été aggravés par l'insuffisance de l'irrigation d'appoint, les cultures maraîchères ont donné dans l'ensemble des récoltes moins bonnes que prévu, surtout pour les tomates (— 18 %). La régression des superficies cultivées (3 518 ha en 1976/1977, 2 635 ha en 1977/1978), la diminution des rendements sous l'effet de l'insuffisance des précipitations ont engendré une baisse de la récolte de betterave à sucre soit 80 000 tonnes en 1978 contre 118 000 tonnes en 1977.

L'alfa enregistre aussi une baisse de l'ordre de — 32 %. Par contre le secteur tabac a connu une légère amélioration (+ 4,5 %). Enfin la pêche a connu un taux de croissance de + 2,2 % mais la production de ce secteur progresse à petits pas eu égard aux énormes possibilités offertes à l'exploitation des côtes tunisiennes qui s'étalent sur près de 1 250 km.

C. LA PRODUCTION MINIÈRE ET INDUSTRIELLE.

La valeur ajoutée de l'ensemble du secteur industriel (y compris le bâtiment) continue à évoluer favorablement. Évaluée en prix courants, elle serait passée de 559 millions de dinars en 1977 à 641 millions en 1978, soit une croissance de l'ordre de + 14,7 %. La progression réelle reste aussi élevée : + 9,3 %.

L'indice d'ensemble de la production industrielle s'est établi à 166,9 en 1978 contre 150,6 en 1977 faisant ressortir ainsi un croît de + 10,8 %.

TABLEAU 4
Indice de la production industrielle

	1976	1977	1978	1976/77	1977/78
Electricité, gaz, eau	192,8	217,8	255,7	+ 13,0	+ 17,4
Industries extractives	99,4	110,0	124,9	+ 10,7	+ 13,5
Industries manufacturières	141,9	153,5	165,8	+ 8,2	+ 8,0
Indice d'ensemble	137,5	150,6	166,9	+ 9,5	+ 10,8

Du côté des industries extractives, les résultats enregistrés en 1978 sont en progression par rapport à l'année 1977. L'augmentation de la production du pétrole (+ 14,9 %) a été possible grâce au recours à la technique de l'injection.

L'extraction des phosphates naturels ne s'est pas effectuée selon le rythme prévu par le Plan. Les quantités effectivement extraites sont restées stationnaires aux environs de 3,7 millions de tonnes (+ 2,7 %). Cette stagnation est imputable non seulement à un certain relâchement de la demande extérieure mais aussi à la capacité limitée des laveries, ce qui a entraîné une baisse des exportations : (— 27,5 %), très légèrement tempérée par les prix. Les recettes n'ont diminué que de — 21,4 %.

Du côté des productions industrielles, la bonne tenue du secteur en 1978 est essentiellement imputable à la croissance des branches suivantes : matériaux de construction, céramique et verre (+ 15,8 %), industries mécaniques et électriques (+ 13,4 %) et dans les industries agricoles et alimentaires (+ 11,2 %).

Les résultats négatifs des secteurs textiles (— 10,9 %) et cuir (— 8,5 %) sont dus au tassement de la demande locale et des séquelles de la décision de contingentement prise par la CEE en juin 1977.

D. LE TOURISME.

L'année 1978 a vu la reprise de l'activité touristique après le mauvais résultat de 1977. C'est ainsi que le nombre des unités s'est accru de 8,5 % et l'augmentation des recettes touristiques totales (+ 23,5 %).

TABLEAU 5

Les indicateurs de l'activité touristique

	Unité	1977	1978	77/78
Entrées de non résidents	Milliers	1 016	1 142	+ 12,4 %
Nuitées des non résidents	Milliers	8 118	8 805	+ 8,5 %
Nuitées des résidents	Milliers	687	651	- 5,2 %
Recettes touristiques brutes	MD	130,5	166,6	+ 23,5 %
Capacité d'hébergement	Lit	63 400	65 702	+ 2,5 %

Grâce à l'augmentation des dépenses en formation brute du capital (+ 42 %), 1 605 nouveaux lits ont été créés.

En dépit de cet effort 750 nouveaux emplois seulement ont été créés dans le tourisme. Secteur à forte intensité capitalistique, le tourisme s'avère ainsi peu créateur d'emplois.

La valeur ajoutée du tourisme a augmenté de 22,4 % (en prix courants). Malgré cela la V.A. du tourisme n'a représenté qu'environ 3,4 % du PIB.

L'origine de ces résultats se trouve dans l'accroissement des entrées des non résidents (+ 12,4 %). Cette évolution est due principalement à l'augmentation du nombre des touristes venant de Grande-Bretagne (+ 31,4 %), des Pays-Bas (+ 21,8 %), de la RFA (+ 14,5 %), de l'Italie (+ 11,7 %), de l'Algérie (+ 62 %), de la Libye (+ 53,7 %) et de certains pays du Moyen-Orient (+ 106,7 %).

Par contre le nombre des touristes français, premiers clients de l'hôtellerie tunisienne, est resté pratiquement stationnaire tandis que les effectifs des touristes scandinaves (- 25,9 %), autrichiens (- 22,8 %) et suisses (- 5,2 %) ont régressé. Malgré une croissance soutenue du secteur, le taux d'occupation reste faible en Tunisie. En moyenne les touristes passent 15 jours dans certains pays du bassin méditerranéen alors qu'en Tunisie ils ne restent pas plus de huit jours. Ceci confirme les nouvelles tendances du tourisme méditerranéen et montre à quel point la croissance ne peut plus être fondée uniquement sur le couple mer-soleil.

II. — INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT

A. LES INVESTISSEMENTS.

Évalués aux prix courants les investissements auraient atteint en 1978 environ 750 MD, soit une augmentation de 16,3 % sur les réalisations de 1977. L'apport de l'administration et des entreprises publiques est resté prépondérant, représentant 66,6 % des investissements contre 66,4 % en 1977.

L'accroissement des dépenses en capital du secteur public effectuées dans les équipements collectifs (construction de bâtiments et acquisition d'équipements pour l'éducation et la santé publique) et surtout dans l'agriculture (hydraulique agricole, forêts et conservation des eaux et des sols), contraste avec le recul constaté dans le domaine des transports (travaux d'infrastructure). La formation brute de capital fixe (FBC) des entreprises privées s'est accrue. Cette progression a profité à tous les secteurs à l'exception toutefois du textile qui a accusé une baisse de $-22,7\%$ explicable par les perspectives peu favorables de la demande extérieure ainsi que les hydrocarbures ($-6,8\%$) et des équipements collectifs (-50%).

La plus grande partie des investissements est absorbée par les secteurs suivants : industries manufacturières (22,0 %), services (41,8 %) — notamment le logement (15,1 %), transports et télécommunications (13,3 %), et enfin agriculture (12 %) —.

Au total la FBCF atteint 750 MD soit un taux d'investissement de 30,6 % ce qui, compte tenu de l'évolution du PIB aux prix courants, s'inscrit en légère progression par rapport au taux enregistré l'année précédente : 30,2 %.

TABLEAU 6
La FBCF par branche et par année
(en MD courants)

	en MD		Structure %	Croissance 78/77 en %
	1977	1978		
Agriculture et pêche	70,5	90,2	12,0	+ 27,9
Electricité et eau	57,3	66,2	8,8	+ 15,5
Hydrocarbures	64,0	58,0	7,7	- 9,4
Mines	26,5	35,3	4,7	+ 33,2
Industries manufacturières	126,1	164,9	22,0	+ 30,8
• IAA	23,7	27,6	3,7	+ 16,5
• MCCV	60,0	64,1	8,5	+ 6,8
• IME	14,7	17,1	2,3	+ 16,3
• Ind. chimiques	10,1	42,1	5,6	+ 316,8
• THC	11,6	7,3	1,0	-37,1
• Bois, Liège et Ameublement	6,0	6,7	0,9	+11,7
BTP	1,9	4,8	0,7	+ 152,8
Tourisme	10,6	17,2	2,3	+62,3
Services	288,1	313,4	41,8	+ 8,8
• Transports et télécommunications	116,0	99,6	13,3	-14,1
• Logement	91,5	113,0	15,1	+23,5
• Equipements collectifs	77,5	94,8	12,6	+22,3
• Commerce et autres services	3,1	6,0	0,8	+93,5
Total	645,0	750,0	100,0	+16,3

B. LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS.

L'accroissement des ressources nationales a permis de financer les investissements en 1978 à concurrence de 64,5 % par l'épargne nationale contre 62,8 % en 1977.

TABLEAU 7
Financement des investissements

	1976	1977	1978	Variation 78/77 en %
Investissement	590,0	645,0	750,0	16,3
Epargne Nationale	411	405	484	19,5
Taux d'investissement	28,9	30,2	30,6	
Taux d'épargne	21,9	19,1	20	
Taux de financement extérieur	32,6	37,2	35,5	
Dette extérieure	611,4	786,6	1 001,6	
Taux d'endettement extérieur	32,1 %	36,8 %	40,8 %	

Le reste a été financé par les apports nets de capitaux extérieurs de telle sorte que les réserves de changes n'ont pas été utilisées. L'accroissement de l'épargne nationale (+ 19,5 %) a permis de porter le taux d'épargne de 19,1 % en 1977 à 20 % en 1978. Ceci a permis de diminuer le taux de financement extérieur de 37,2 % en 1977 à 35,5 % en 1978.

En outre, la dette extérieure de la Tunisie s'est aggravée, passant de 787,6 MD en 1977 à 1 001,6 MD en 1978, portant le taux d'endettement extérieur à 40,8 % en 1978.

III.— L'EMPLOI ET LES PRIX

A. SITUATION DE L'EMPLOI.

L'accélération du rythme de l'activité économique, notamment dans l'agriculture, a permis une nette amélioration du marché de l'emploi en 1978.

A elles seules, les industries manufacturières ont offert 20 300 nouveaux postes d'emploi (+ 10 %) dont 6 700 dans le textile et cuir, 3 200 dans les MCCV, 3 200 dans les IAA et 1 000 dans la chimie.

TABLEAU 8

L'emploi

	1976	1977	1978
Demandes d'emplois	52 700	555 000	57 000
Créations d'emplois	46 140	40 035	44 340
Demandes non satisfaites	6 560	15 465	12 660

L'offre totale d'emploi a accusé en 1978 une baisse de 11 % par rapport à 1977. N'ayant porté que sur 66 000 postes, elle correspondrait au tiers des demandes d'emploi adressées aux bureaux de placement.

L'émigration de la main-d'œuvre s'est poursuivie en 1978 à un rythme modéré. L'émigration officielle a été évaluée à 28 900 personnes. Comme auparavant, la Libye a constitué le principal pays hôte (95 % des partants).

B. SALAIRES ET PRIX.

Les négociations salariales d'avril 1978 ont abouti à une augmentation de 11 % du SMIG et du SMAG à la suite de l'augmentation des prix à la consommation de 10,5 % de janvier 1977 à février 1978.

Etant donné que les prix n'ont augmenté que de 4,7 % entre avril 1978 et mars 1979, une augmentation de 8 % du SMIG et du SMAG a été décidée à partir de mai 1979.

Il est important de noter que les charges de compensation prennent de plus en plus d'ampleur. En 1978, les charges de compensation ont atteint un nouveau record de 78 MD alors que les recettes provenant de la perception des différentes taxes n'ont atteint que 57,2 MD. Pour endiguer ce phénomène, il a été décidé de suspendre la compensation du prix du café. L'année 1979 verra sûrement augmenter les prix de certains produits subventionnés.

IV. — LA SITUATION MONÉTAIRE ET BUDGÉTAIRE

A. LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES.

TABLEAU 9

Les finances publiques

	1977	1978
Recettes ordinaires	473,4	564,0
Ressources internes	213,3	259,9
Ressources extérieures	108,5	92,0
Dépenses courantes	467,4	537,9
Dépenses d'équipement	318,2	350,2

1. *Le budget de fonctionnement.*

Les recettes du budget ordinaire ont atteint 564 MD en 1978 contre 473,4 MD en 1977, soit une augmentation de 19,1 %. Cette évolution favorable est imputable aux impôts directs (120,9 MD contre 92,4 MD) et aux impôts indirects (323,8 MD contre 289,9 MD en 1977). Quant aux dépenses de fonctionnement, elles se sont élevées à 417,9 MD en 1978 contre 357,4 MD en 1977. Cette augmentation s'explique par les contraintes budgétaires relatives à la revalorisation des traitements et salaires pour 25 MD.

2. *Le budget d'équipement.*

Les ressources du budget d'équipement n'ont atteint que 352 MD en 1978 contre 321,7 MD en 1977, soit une augmentation de + 9,4 %.

L'évolution des dépenses du budget d'équipement a été influencée par le report de la réalisation de certains projets initialement programmés pour cette année. Ainsi prévues à 368 MD, les dépenses effectivement payées à la fin 1978 n'ont totalisé que 350,2 MD contre 318,2 MD en 1977. Dans ces dépenses, les investissements directs ont totalisé 160 MD en 1978 contre 149,8 MD en 1977. Quant aux dépenses afférentes aux opérations financières de l'Etat, elles ont été de 142,8 MD en 1978 contre 130,6 en 1977.

3. *La situation monétaire.*

La masse monétaire au sens large (seulement la monnaie et les disponibilités quasi-monétaires) a évolué en 1978 à un rythme supérieur à celui du PIB aux prix du marché (17,2 % contre 14,7 %) et aussi à celles de 1977 (17,2 % contre 13,4 %). La structure de la masse monétaire n'a pas subi de notables changements par rapport à l'année 1977. La monnaie fiduciaire représente 36,5 % de la masse monétaire en 1978, se situant à un niveau comparable qu'en 1977.

Après une année de contraction, la liquidité de l'économie s'est sensiblement accrue en 1978. Ceci provient beaucoup plus des placements quasi-monétaires que des avoirs immédiatement liquides.

En 1978, et contrairement aux trois années précédentes, toutes les contreparties ont contribué à l'accroissement de la masse monétaire. Toutefois, malgré l'amélioration de créances nettes sur l'extérieur, l'augmentation de la masse monétaire s'explique, à concurrence de 74,4 % par celle des crédits à l'économie accordés sur les ressources monétaires.

TABLEAU 10
Les disponibilités monétaires

Disponibilités monétaires (décembre 1978)			Contreparties des disponibilités monétaires (décembre 1978)		
	en MD	1978/77		en MD	1978/77
Monnaie fiduciaire	243,7	+ 14,1 %	Avoirs extérieurs nets	102,1	0 %
Monnaie scripturale					
Disponibilités quasi-monétaires	358,7	+ 19,6 %	Créances nettes sur l'Etat	191,2	+ 32,1 %
Disponibilités monétaires et quasi-monétaires	10,26	+ 17,2 %			
Ressources spéciales	277,6	+ 14,9 %	Concours à l'économie	1 010,7	+ 16 %
Ressources	1 304,0	+ 16,7 %	Contreparties	1 304,0	+ 16,7 %

V. — LES RELATIONS AVEC L'EXTÉRIEUR

A. LE COMMERCE EXTÉRIEUR.

Le déficit des échanges extérieurs de marchandises s'est aggravé en 1978 (+ 11,5 %) et le taux de couverture des importations par les exportations s'est maintenu à un niveau bas (50,9 %). Le peu d'empressement de la demande émanant des principaux partenaires commerciaux de la Tunisie, l'évolution défavorable des termes de l'échange et enfin les obstacles entravant l'élan des exportations et l'évolution non encore maîtrisée, des flux d'importations continuent à être à l'origine du lourd déficit commercial.

1. Les exportations.

En dépit de l'accroissement substantiel des ventes de produits manufacturés (textiles), l'essentiel des exportations tunisiennes continuent à provenir de la vente d'un nombre réduit de produits d'origine agricole ou minérale. Il s'agit notamment d'huile d'olive, de pétrole brut et des phosphates et dérivés.

2. Les importations.

Du côté des importations, si les achats de biens d'équipement ont repré-

senté 131,8 % du total en augmentation de 2,2 points par rapport à 1977, la part des matières premières et produits semi-finis a régressé de 3,2 points.

TABLEAU 11
Evolution générale du commerce extérieur
(en MD)

	1977	1978	en %
Importations de biens (CAF)	782,4	881,7	+ 12,7 %
Exportations de biens (FOB)	402,0	439,0	9,2 %
Déficit	380,4	424,0	+ 1,5 %
Taux de couverture	51,4	50,9	

TABLEAU 12
Structure des exportations tunisiennes

Produits ou groupe de produits	Part relative en 78	Valeur en MD		en % 1978/77
		1977	1978	
Pétrole brut	39,9 %	161,0	175,3	+ 8,8 %
Phosphates et dérivés	16,9 %	71	74,3	+ 4,6 %
Produits textiles et cuir	18,9 %	77,2	83,2	+ 7,7 %
Produits agricoles	16,1 %	62,5	70,9	+ 13,4 %
Autres	8 %	30,3	35,3	+ 16,5 %
Total	100,0 %	402	439	+ 9,2 %

TABLEAU 13
Structure des importations tunisiennes

Compte de produits	Part relative en 78	Valeur en MD		Variation
		1977	1978	
Mat. prem., semi-produits et biens de l'équipement	69,7 %	553,4	614,5	+ 11 %
Produits alimentaires et de consommation	30,3 %	229,0	267,2	+ 16,7 %
Total	100 %	782,4	881,7	

suite à la diminution des achats de pétrole brut, de ciment, de fer et acier, de fils et filets textiles et de coton.

B. LA BALANCE DES PAIEMENTS.

Déficitaire au cours des trois dernières années la balance des paiements a enregistré en 1978, un excédent de 11, 5 MD contre un déficit qui s'est élevé à 30 MD en 1977. Ce solde positif est dû à l'excédent enregistré dans la balance des capitaux (+ 222,3 MD). Le solde négatif de la balance courante s'est atténué en 1978 par rapport à l'année 1977) (— 208,0 MD) contre — 247,4 MD en 1977).

Les recettes nettes au titre des services et transferts ont progressé de 50 % entre 1977 et 1978 malgré un solde négatif des transferts de revenus du capital cédant la place à des prêts privés étrangers. Les réserves de change n'ont pas varié laissant un niveau de réserves comparable à l'année 1977.

TABLEAU 14

La balance des paiements

	1977	1978
Solde des échanges de biens et services	— 267,1	— 222,1
Solde des transferts courants	+ 19,8	+ 14,0
Solde des opérations en capital	+ 226,4	+ 224,1
Variations des réserves de change	— 30,1	+ 11,5

VI. — LE CINQUIÈME PLAN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1977-1981

1978 correspond à la deuxième année du plan de développement économique et social adopté en juillet 1977 par l'Assemblée Nationale pour la période 1977/81.

Les travaux préparatoires du plan commencèrent à une époque où l'euphorie consécutive à la hausse vertigineuse des prix des matières premières (phosphates, pétrole, huile d'olive...) commençait à s'estomper cependant que des tensions réelles sur les prix des importations, et les prix intérieurs, commencèrent à se faire sentir.

Dans le monde occidental, la crise économique est devenue une réalité de tous les jours avec son lot grandissant de chômeurs... mais aussi la résurgence de fait d'un certain protectionnisme, la réduction de l'aide extérieure etc... Sur le plan intérieur, enfin, le climat social n'est déjà plus ce qu'il était.

C'est dans ce contexte que furent arrêtées les options fondamentales du plan du « décollage économique » qui se fixe pour objectifs de porter le revenu national par habitant de 265 dinars en 1976 à 408 en 1981 et de créer 260 000 emplois pendant la quinquennie.

Pour atteindre ces objectifs, il est prévu d'investir 4,2 milliards de dinars aux prix courants soit 3,4 milliards aux prix constants de 1976. Ce qui signifie que le montant annuel moyen de l'investissement réel devra être de 52 % supérieur à ce qu'il était durant la période 1973-76 correspondant du IV^e Plan de développement. Cet effort — le taux d'investissement visé avoisine les 30 % — est nécessaire selon les planificateurs tunisiens, pour réaliser une croissance réelle de 7,5 % l'an. Il concerne essentiellement les industries manufacturières (23 %), les industries extractives (25 %) notamment le secteur pétrolier (13 %) qui doit bénéficier d'une enveloppe sensiblement supérieure à celle du secteur agricole (12 %). En outre, une part substantielle des crédits d'investissements doit être affectée au logement (14 %) et aux transports (13 %).

TABLEAU 15
LES OBJECTIFS DU V^e PLAN 1977/81

Taux de croissance (réelle)

	1973 (a)	1977/81 (b)
PIB	6,0	7,5
Importations de biens et services	9,3	6,1
Total	6,7	7,2
Consommation privée	8,1	6,6
Consommation publique	9,0	9,3
Consommation totale	8,2	7,1
Investissements	10,3	6,5
Exportations de biens et services	-0,3	10,1

(a) Réalisations.

(b) Prévisions.

TABLEAU 16
LE V^e PLAN 1977/81 — PRÉVISIONS

	IV ^e plan 1973/76	V ^e plan 1977/81
Taux d'Épargne Nationale (% PNB)	22,3	22,6
Taux d'investissement (% PIB)	24,9	29,8
Taux de financement extérieur (% FBCF)	19,5	28,8
Taux d'endettement extérieur (% PIB)	31,8	42,6
Service dette extérieure	9,8	13,4
Revenu national par capital	183,4 (*)	225,7 (*)
Créations d'emplois	163 000	264 000

* En dinars constants de 1972. Un dinar tunisien vaut environ 11 Francs Français ou 2,7 \$ US.

Cette répartition sectorielle des investissements ne reflète qu'imparfaitement la préoccupation « emploi » des planificateurs tunisiens. En effet l'ensemble des secteurs prioritaires dans l'investissement ne recouvre pas l'ensemble des secteurs traditionnellement créateurs d'emplois (bâtiment et travaux publics, administration, industries manufacturières, commerce, tourisme...).

Le financement des investissements devra être assuré pour plus des deux tiers (68 %) par le secteur public. En outre l'essentiel des ressources de financement devra être d'origine intérieure (72 %). Pour faire face à l'effort considérable qui lui est dévolu, l'État a inauguré la première année du plan avec un nouveau train de mesures :

1) Mesures fiscales : majoration du taux de l'impôt sur les revenus élevés ainsi que des taxes sur les produits pétroliers, les automobiles, les droits d'entrée sur les articles de luxe importés. Substitution d'une nouvelle imposition sur les plus values réalisées sur la vente de biens immobiliers.

En outre, les procédures de recouvrement ont été renforcées.

2) Mesures destinées à encourager l'épargne des ménages : relèvement des taux d'intérêt créditeurs applicables aux comptes de dépôts.

Le solde, soit 28 % des investissements, devra être financé par des ressources extérieures, notamment par le recours au marché financier international.

Hachemi ALAYA
et Abderrazak ZOUARI *